



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 183/24

AUTORISANT DES TRAVAUX DE PONTAGE DE FISSURES POUR LE COMPTE DU DÉPARTEMENT AVENUE GEORGES SAND ET AVENUE JEAN- JAURÈS

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller Départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants,

CONSIDÉRANT la demande en date du 10 JUILLET 2024 de l'entreprise NEOVIA MAINTENANCE pour des travaux de pontage de fissures, pour le compte du Département.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation, le stationnement et d'assurer la sécurité,

- ARRÊTÉ -

Article 1 : L'entreprise NEOVIA MAINTENANCE est autorisée, sur une période de vingt jours, à effectuer les travaux énoncés dans sa demande à partir du lundi 22 juillet 2024.

Article 2 : La circulation s'effectuera sur demi-chaussée au droit du chantier, en alternat par panneaux ou manuel.

La largeur de voie maintenue sera de 3.5m.

La vitesse sera réduite à 30km/h si nécessaire.

Article 3 : Le stationnement sera interdit au droit du chantier et réservé aux véhicules de l'entreprise. L'interdiction se fera par panneaux de signalisation temporaire.

Article 4 : La circulation piétonne sera renvoyée en face par panneau.

Article 5 : La chaussée devra être restituée dans l'état de propreté dans lequel elle a été trouvée.

Article 6 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier de jour comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie.

Article 7 : Responsabilité

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Le Maire, le Directeur Général des Services, le Gardien Brigadier de la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 10 juillet 2024
Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

